



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
Room 1650, 635 8th Ave. S.W.
Calgary
Alberta
T2P 3M3
Bid Fax: (403) 292-5786

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada/Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
Room 1650, 635 8th Ave. S.W.
Calgary
Alberta
T2P 3M3

Title - Sujet HEPA Filter Servicing	
Solicitation No. - N° de l'invitation W7702-165803/A	Date 2016-06-13
Client Reference No. - N° de référence du client W7702-165803	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$CAL-138-6484	
File No. - N° de dossier CAL-6-39010 (138)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-07-25	Time Zone Fuseau horaire Mountain Daylight Saving Time MDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Suchodolski, Laurie	Buyer Id - Id de l'acheteur cal138
Telephone No. - N° de téléphone (403) 389-6365 ()	FAX No. - N° de FAX (403) 292-5786
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE PO BOX 4000, STN MAIN MEDICINE HAT Alberta T1A8K6 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

This document contains a security requirement.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	4
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	4
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	6
2.5 LOIS APPLICABLES	6
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	6
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	9
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	9
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	9
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	10
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	10
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	10
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES	11
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	11
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	12
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	12
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	13
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	13
7.4 DURÉE DU CONTRAT.....	14
7.5 RESPONSABLES.....	14
7.7 PAIEMENT	15
7.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	16
7.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	16
7.10 LOIS APPLICABLES	16
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	17
7.12 CONTRAT DE DÉFENSE	17
7.13 CLAUSE DU <i>GUIDE DES CUA</i>	17
ANNEXE « A »	18
ÉNONCÉ DES TRAVAUX	18
ANNEXE « B »	26
BASE DE PAIEMENT	26
ANNEXE « C »	31

N° de l'invitation - Solicitation No.
W7702-165803/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W7702-165803

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-6-39010

Id de l'acheteur - Buyer ID
CAL138
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	31
ANNEXE « D »	32
EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	32
ANNEXE « E »	33
FORMULAIRE MDN 626 AUTORISATION DE TÂCHES	33

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires: comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
Partie 7	Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, les exigences en matière d'assurance le formulaire MDN 626 Autorisation de tâches et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

1.2.1

Recherche et développement pour la défense Canada – Suffield a besoin de services de mise à l'essai et d'entretien d'enceintes de sécurité biologique, de micro-isolateurs pour animaux et de filtres à haute efficacité pour les particules de l'air. Les services d'entretien comprennent la réparation, l'entretien et le renouvellement annuel de l'accréditation.

La durée du contrat sera de un (1) an à compter de la date du contrat au 31 Mars 2019, le Canada reste une option irrévocable de prolonger le contrat d'un maximum de deux (2) une consécutif supplémentaire (1) an.

1.2.2

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>). »

1.2.3 « Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI). »

1.2.11 Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez vous référer à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation](#).

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2004, (2016-04-04) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.1.1 Clauses du Guide des CCUA

B1000T (2014-06-26) Condition du matériel

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le

soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

-
- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
 - b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
 - c. la date de la cessation d'emploi;
 - d. le montant du paiement forfaitaire;
 - e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
 - f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
 - g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 10 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Alberta, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- Section I: Soumission technique (1 copies papier)
- Section II: Soumission financière (1 copies papier)
- Section III: Soumission de gestion (1 copies papier)
- Section IV Attestations (1 copies papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Soumission financière

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W7702-165803/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W7702-165803

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-6-39010

Id de l'acheteur - Buyer ID
CAL138
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

3.1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement reproduite à l'annexe « B »). Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.3 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

3.1.4 Clauses du *Guide des CCUA*

Section III : Soumission de gestion

Dans leur soumission de gestion, les soumissionnaires doivent décrire leur capacité et leur expérience ainsi que l'équipe de gestion de projet et inclure le contact du ou des client(s).

Section IV : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques, de gestion, financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

- 1. Critères techniques obligatoires sont inclus a l'annexé A...

4.1.2 Évaluation financière

Clause du *Guide des CCUA* [A0222T \(2014-06-26\)](#), Évaluation du prix

4.1.3 Évaluation de la gestion

4.1.3.1 CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES

Dans leur soumission, les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils satisfont aux critères obligatoires suivants. Les soumissions qui ne satisfont pas à tous les critères obligatoires seront jugées non conformes et rejetées d'emblée.

	CRITÈRE	SATISFAIT	NON SATISFAIT
M1	Le soumissionnaire doit posséder au moins 60 mois d'expérience, au cours des 72 derniers mois, dans la mise à l'essai et l'entretien d'enceintes de sécurité biologique, de micro-isolateurs pour animaux et de filtres à haute efficacité pour les particules de l'air.		
M2	Les techniciens qui effectueront la mise à l'essai et l'entretien doivent posséder depuis au moins 12 mois une accréditation NSF complète en tant que certificateur international sur le terrain d'enceintes de sécurité biologique de classe II.		
M3	À la date de clôture des soumissions, le soumissionnaire doit fournir des certificats d'attestation de sécurité valides du gouvernement du Canada et des certificats d'accréditation NSF en tant que certificateur sur le terrain d'enceintes de sécurité biologique de classe II pour tous les techniciens proposés qui peuvent effectuer l'entretien au centre de recherche de Recherche et développement pour la défense Canada – Suffield.		

4.2 Méthode de sélection

Utiliser la clause suivante lorsqu'il n'y a aucun critère d'évaluation technique dans la demande de soumissions et que la méthode de sélection se fera en fonction de la soumission recevable avec le prix évalué le plus bas.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la *[Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html)* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la *[Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html)* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web *[d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848)* (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.2 Statut et disponibilité du personnel

A3005T (2010-08-16) Statut et disponibilité du personnel

5.2.3.4 Études et expérience

Clause du *Guide des CCUA* [A3010T](#) (2010-08-16), Études et expérience

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](#) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe «A ».

7.1.2 Autorisation de tâches

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat.

1. Le responsable technique fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen du Formulaire d'autorisation des tâches DND 626 de l'annexe E.
2. L'AT comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. L'AT comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.
3. Dans les 1 jours civils suivant la réception de l'AT, l'entrepreneur doit fournir au responsable technique le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat.
4. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par responsable technique. L'entrepreneur reconnaît que avant la réception d'une AT le travail effectué sera à ses propres risques.

7.1.2.2 Limite d'autorisation de tâches

Le responsable technique peut autoriser les autorisations de tâches individuelles jusqu'à une limite de 5,000.00 \$, les taxes applicables incluses, y compris toutes révisions.
Une autorisation de tâches qui dépasserait cette limite doit être autorisée par le responsable technique et l'autorité contractante avant d'être émise.

7.1.2.4 Obligation du Canada – portion des travaux réalisés au moyen d'autorisations de tâches

L'obligation du Canada à l'égard de la portion des travaux qui est réalisée en vertu du contrat au moyen d'autorisations de tâches est limitée au montant total des tâches effectivement réalisées par l'entrepreneur

7.1.2.5 Rapports d'utilisation périodiques – contrats avec autorisations de tâches

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches approuvée émise dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous ou dans l'annexe B . Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres à l'autorité contractante.

Voici la répartition des trimestres :

premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

Exigence en matière de rapport - Explications

Il faut tenir à jour un dossier détaillé de toutes les tâches approuvées pour chaque contrat avec une autorisation de tâches (AT). Le dossier doit comprendre (*l'autorité contractante peut modifier le texte, s'il y a lieu*) :

Pour chaque AT autorisée:

- i. le numéro de la tâche autorisée ou le numéro de révision de la tâche;
- ii. le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- iii. le coût estimatif total précisé dans l'AT autorisée de chaque tâche, excluant les taxes applicables;
- iv. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à maintenant pour chaque AT autorisée;
- v. dates de début et de fin de chaque AT autorisée;
- vi. l'état actuel de chaque AT autorisée, (s'il y a lieu).

Pour toutes les AT autorisées:

- i. Le montant (excluant les taxes applicables) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) de la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT autorisées;
- ii. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT autorisées.

7.1.2.6 Autorisation de tâches – ministère de la Défense nationale

Le processus d'autorisation de tâches sera administré par responsable technique. Ce processus comprend la surveillance, le contrôle et le rapport des dépenses dans le cadre du contrat avec des autorisations de tâches à l'intention de l'autorité contractante.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

[2035 \(2016-04-04\)](#), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

7.3.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le PSI) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de **vérification d'organisation désignée (VOD)** en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de **FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de SPAC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de SPAC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

7.3.1.2 L'agent de sécurité d'entreprise (ASE) doit s'assurer, par l'entremise du Programme de sécurité industrielle (PSI) que le soumissionnaire et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé.

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date d'attribution du contrat– March 31, 2019 inclusivement

7.4.3 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 2 période(s) supplémentaire(s) de 1 année(s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Name: Laurie Suchodolski
Title: Procurement Specialist
Public Works and Government Services Canada
Acquisitions Branch
Address: Suite #1650, 635 – 8th Avenue SW, Calgary, Alberta, T2P 3M3

N° de l'invitation - Solicitation No.
W7702-165803/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W7702-165803

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-6-39010

Id de l'acheteur - Buyer ID
CAL138
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Telephone: 403-389-6365
Facsimile: 403-292-5786
E-mail address: laurie.suchodolski@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Responsable Technique

Le Responsable Technique pour le contrat est :

TBA

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

7.7 Paiement

7.7.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de l'autorisation de tâches (AT) approuvée, l'entrepreneur sera payé *conformément à la Base de paiement, dans l'annexe B*, comme précisé dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.7.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de XXX \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera

autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,
selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.7.3 Paiement Mensuel

H1008C (2008-05-12) Paiement Mensuel

7.7.4 Clauses du Guide des CCUA

A9117C (2007-11-30) T1204 – demande directe du ministère client
C2000C (2007-11-30) Taxes – entrepreneur établi à l'étranger
C0504C (2014-06-26) Heures supplémentaires – taux fixe base sur le temps
C0710C (2007-11-30) Vérification du temps et du prix contractuel

7.8 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Les factures doivent être distribuées comme suit : a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

7.9 Attestations et renseignements supplémentaires

7.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- c) les conditions générales – 2035 (2016-04-04) besoins plus complexes de services ;
- d) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe « B », Base de paiement;
- f) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- g) l'Annexe « D », Exigences en matière d'assurance ;
- h) les autorisations de tâches signées;
- i) la soumission de l'entrepreneur datée du XXX__

7.12 Contrat de défense

Clause du *Guide des CCUA* [A9006C \(2012-07-16\)](#), Contrat de défense

7.13 Clause du *Guide des CCUA*

B7500C (2006-06-16), Marchandises excédentaires
A9062C (2011-05-16), Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

7.14 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

RÉPARATION, ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT ANNUEL DE L'ACCRÉDITATION D'ENCEINTES DE SÉCURITÉ BIOLOGIQUE, DE MICRO-ISOLATEURS POUR ANIMAUX ET DE FILTRES À HAUTE EFFICACITÉ POUR LES PARTICULES DE L'AIR AU CENTRE DE RECHERCHE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT POUR LA DÉFENSE CANADA – SUFFIELD

1. CONTEXTE

Recherche et développement pour la défense Canada – Suffield a besoin de services de mise à l'essai et d'entretien d'enceintes de sécurité biologique, de micro-isolateurs pour animaux et de filtres à haute efficacité pour les particules de l'air. Les services d'entretien comprennent la réparation, l'entretien et le renouvellement annuel de l'accréditation.

Le contrat comprendra l'établissement des coûts de la tâche 3.1 en fonction d'un coût unitaire ferme, y compris tous les coûts liés à la main-d'œuvre, aux déplacements, à l'équipement et aux pièces avec majoration. L'établissement du calendrier sera la responsabilité du responsable technique.

Le contrat comprendra l'établissement des coûts de la tâche 3.2 en fonction d'un taux fixe pour les appels de service – Prix forfaitaire pour tous les frais de déplacement et le temps de déplacement à destination et en provenance du lieu de travail, taux fixes pour la main-d'œuvre pendant les heures normales de travail, pièces en sus avec majoration fixe. L'établissement du calendrier des appels de service sera la responsabilité du responsable technique.

2. SIGLES

ESB	Enceinte de sécurité biologique
RDDC	Recherche et développement pour la défense Canada
HEPA	Haute efficacité pour les particules de l'air
NSF	National Sanitation Foundation
EDT	Énoncé des travaux
RT	Responsable technique
APREAM	Appareil de protection respiratoire à épuration d'air motorisé

3. TÂCHES

- 3.1 L'entrepreneur doit fournir l'ensemble du matériel, des outils, de la main-d'œuvre et des déplacements pour la mise à l'essai de tout l'équipement et de tous les filtres à haute efficacité pour les particules de l'air figurant sur la liste ci-jointe. La mise à l'essai doit être effectuée par du personnel accrédité de la National Sanitation Foundation, peu importe si le dispositif est conforme ou non à la norme NSF 49, au moyen d'équipement ayant un étalonnage valide le jour de la mise à l'essai. La mise à l'essai d'unités supplémentaires peut être nécessaire si du nouvel équipement est obtenu pendant la durée du contrat. La mise à l'essai d'un nombre d'unités plus

petit que ce qui avait été prévu peut survenir si des changements sont apportés au programme de recherche de Recherche et développement pour la défense Canada ou si des unités sont retirées du service. Tous les essais auront lieu pendant les heures normales de travail, du lundi au vendredi. L'établissement des coûts sera fondé sur un coût unitaire ferme, y compris tous les coûts liés à la main-d'œuvre, aux déplacements, à l'équipement et aux pièces avec majoration. L'établissement du calendrier sera la responsabilité du responsable technique.

- a. Les enceintes de sécurité biologique de classe I doivent être mises à l'essai selon les spécifications du fabricant. Chaque filtre à haute efficacité pour les particules de l'air doit être soumis *sur place* à un essai de pénétration de particules au moyen de la méthode par balayage, conformément à la norme IEST-RP-CC034.3. Lorsque la mise à l'essai par balayage est impossible, une justification du recours à la mise à l'essai par sonde doit être fournie.
- b. Les enceintes de sécurité biologique de classe II doivent être mises à l'essai *sur place* selon la norme NSF 49. Lorsque la mise à l'essai selon la norme NSF 49 ne s'applique pas, les enceintes de sécurité biologique doivent être mises à l'essai selon les spécifications du fabricant.
- c. Les enceintes de sécurité biologique de classe III doivent être mises à l'essai *sur place* selon les spécifications du fabricant. Les ressources suggérées sont les suivantes : BS EN 12469:2000, *Biotechnology – Performance criteria for microbiological safety cabinets* (2000), British Standards Institution, et Laboratory Safety Monograph: A Supplement to the NIH Guidelines for Recombinant DNA (1979), National Cancer Institute, Office of Research Safety et Special Committee of Safety and Health Experts. Des essais de décroissement de pression positive doivent être effectués au moment de l'installation initiale et lorsque des modifications ont été apportées à l'intégrité de l'enceinte. Le critère d'acceptation suggéré est le suivant : les taux de fuite mesurés à n'importe quel endroit dans l'enceinte ne doivent pas dépasser 10×10^7 cc/s à une pression de 750 Pa.
- d. Les micro-isolateurs et les autres dispositifs (y compris les filtres de conduite et les batteries de filtres dans les boîtiers) doivent être mis à l'essai selon les spécifications du fabricant. Chaque filtre à haute efficacité pour les particules de l'air doit être soumis *sur place* à un essai de pénétration de particules au moyen de la méthode par balayage, conformément à la norme IEST-RP-CC034.3 ou IEST-RP-CC006.3. Lorsque la mise à l'essai par balayage est impossible, une justification du recours à la mise à l'essai par sonde doit être fournie. Les batteries de filtres à haute efficacité pour les particules de l'air seront mises à l'essai et facturées comme des unités individuelles à un coût fixe (voir la liste d'équipement ci-jointe, Annexe A). Certains filtres ont une capacité très petite et nécessiteront l'utilisation d'équipement spécialisé pouvant générer un émeri d'une pression extrêmement faible (2 lb/po²) pour mettre à l'essai les filtres.
- e. Les filtres à haute efficacité pour les particules de l'air d'appareils de protection respiratoire à épuration d'air motorisés doivent être soumis *sur place* à un essai de pénétration de particules au moyen de la méthode par sonde. Le critère d'acceptation est le suivant : la pénétration de particules, exprimée selon un pourcentage de la concentration d'essai en amont, ne doit pas dépasser 0,005 %. Les filtres ont une capacité très petite et nécessiteront l'utilisation d'équipement spécialisé pouvant

générer un émeri d'une pression extrêmement faible (2 lb/po²) pour mettre à l'essai les filtres.

- 3.2 L'entrepreneur doit fournir l'ensemble du matériel, des outils, de la main-d'œuvre et des déplacements pour l'entretien et la réparation de filtres, de moteurs et de ventilateurs d'enceintes de sécurité biologique, de micro-isolateurs et d'autre équipement connexe, selon les besoins à chaque visite. Il doit être en mesure de fournir et de changer des filtres à haute efficacité pour les particules de l'air et des pièces de rechange, ainsi que d'apporter des rajustements, au besoin. Les numéros de pièce ne sont pas requis au moment de la présentation de la soumission, mais un prix sera proposé lorsque des pièces de rechange seront requises. Sauf indication contraire, la capacité des filtres à haute efficacité pour les particules de l'air sera normalisée. Le remplacement des filtres se fera à la demande de Recherche et développement pour la défense Canada. Tous les travaux de réparation et d'entretien auront lieu pendant les heures normales de travail, du lundi au vendredi. Recherche et développement pour la défense Canada – Suffield veillera à ce que les enceintes de sécurité biologique et les boîtiers de filtres soient décontaminés, au besoin, avant le remplacement de filtres ou l'entretien d'une unité. L'établissement des coûts sera fondé sur un taux fixe pour les appels de service – Prix forfaitaire pour tous les frais de déplacement et le temps de déplacement à destination et en provenance du lieu de travail, taux fixes pour la main-d'œuvre (technicien en entretien et en réparation certifié NSF et aide non certifié) pendant les heures normales de travail, pièces en sus avec majoration fixe. L'établissement du calendrier des appels de service sera la responsabilité du responsable technique.

4. PRODUITS LIVRABLES

4.1 Produits livrables pour la tâche 3.1

L'entrepreneur doit fournir des certificats d'étalonnage pour l'équipement utilisé dans le cadre des essais, ainsi qu'un certificat d'accréditation NSF pour les techniciens en entretien et en réparation qui effectuent les essais. Il doit aussi apposer une étiquette sur chaque dispositif mis à l'essai (à l'exception des appareils de protection respiratoire à épuration d'air motorisés), laquelle indique la date de la mise à l'essai, la date de la prochaine mise à l'essai, les normes et les spécifications selon lesquelles le dispositif a été mis à l'essai, la réussite ou l'échec, et le nom de la personne qui a effectué les essais.

- a. L'entrepreneur doit fournir un certificat de mise à l'essai pour chaque enceinte de classe I mise à l'essai. Ce certificat doit contenir les renseignements suivants : date de la mise à l'essai; modèle et numéro de série de l'enceinte; type d'enceinte; type de connexion d'échappement; norme selon laquelle l'enceinte a été mise à l'essai; mesures de la vitesse de l'air entrant et plages acceptables propres au modèle d'enceinte; démonstration de la circulation d'air à l'intérieur de l'enceinte et à l'ouverture d'accès; critères d'acceptation du fabricant; énoncé confirmant que les filtres à haute efficacité pour les particules de l'air ont fait l'objet d'essais par balayage (ou justification du recours à la mise à l'essai par sonde lorsque la mise à l'essai par balayage est impossible); pénétration de particules, exprimée selon un pourcentage de la concentration d'essai en amont; résultats de toute réparation ou nouvelle mise à l'essai de filtres à haute efficacité pour les particules de l'air; énoncé de

- réussite ou d'échec; numéro de modèle, numéro de série et date d'étalonnage de l'équipement utilisé dans le cadre des essais; compétences de la personne qui a effectué les essais.
- b. L'entrepreneur doit fournir un certificat de mise à l'essai pour chaque enceinte de classe II mise à l'essai. Ce certificat doit contenir les renseignements suivants : date de la mise à l'essai; modèle et numéro de série de l'enceinte; type d'enceinte; type de connexion d'échappement; énoncé confirmant que l'enceinte a été mise à l'essai selon la norme NSF 49 (ou norme selon laquelle l'enceinte a été mise à l'essai et critères d'acceptation du fabricant si la mise à l'essai selon la norme NSF 49 ne s'applique pas); mesures de la vitesse de l'air entrant et sortant, et plages acceptables propres au modèle d'enceinte; démonstration de la circulation d'air à l'intérieur de l'enceinte et à l'ouverture d'accès; énoncé confirmant que les filtres d'alimentation et d'évacuation à haute efficacité pour les particules de l'air ont fait l'objet d'essais par balayage (ou justification du recours à la mise à l'essai par sonde lorsque la mise à l'essai par balayage est impossible); pénétration de particules, exprimée selon un pourcentage de la concentration d'essai en amont; résultats de toute réparation ou nouvelle mise à l'essai de filtres à haute efficacité pour les particules de l'air; résultats des essais d'alarme en cas de défaillance de l'enceinte et du ventilateur d'évacuation; énoncé de réussite ou d'échec; numéro de modèle, numéro de série et date d'étalonnage de l'équipement utilisé dans le cadre des essais; compétences de la personne qui a effectué les essais. En ce qui concerne les enceintes de classe II de type B2, le rapport de mise à l'essai doit comprendre la vérification du dispositif de verrouillage entre le ventilateur d'alimentation et d'évacuation, et, dans la mesure du possible, le temps écoulé entre le moment où l'alarme est activée et le moment où la circulation de l'air est renversée à partir de la face de l'enceinte (c.-à-d. renvoi d'air) en cas de défaillance du ventilateur d'évacuation.
- c. L'entrepreneur doit fournir un certificat de mise à l'essai pour chaque enceinte de classe III mise à l'essai. Ce certificat doit contenir les renseignements suivants : date de la mise à l'essai; modèle et numéro de série de l'enceinte; type d'enceinte; norme selon laquelle l'enceinte a été mise à l'essai; critères d'acceptation du fabricant; énoncé confirmant que les filtres à haute efficacité pour les particules de l'air ont fait l'objet d'essais par balayage (ou justification du recours à la mise à l'essai par sonde lorsque la mise à l'essai par balayage est impossible); pénétration de particules, exprimée selon un pourcentage de la concentration d'essai en amont; résultats de toute réparation ou nouvelle mise à l'essai de filtres à haute efficacité pour les particules de l'air; résultats des essais d'intégrité; résultats des essais d'alarme en cas de défaillance; résultats des essais de décroissement de pression positive, au besoin (c.-à-d. au moment de l'installation initiale et lorsque des modifications ont été apportées à l'intégrité de l'enceinte); énoncé de réussite ou d'échec; numéro de modèle, numéro de série et date d'étalonnage de l'équipement utilisé dans le cadre des essais; et compétences de la personne qui a effectué les essais.
- d. L'entrepreneur doit fournir un certificat de mise à l'essai pour chaque micro-isolateur, batterie de filtres contenue dans un boîtier et filtre de conduite mis à l'essai. Ce certificat doit contenir les renseignements suivants : date de la mise à l'essai; modèle et numéro de série de l'unité (s'il y a lieu); norme selon laquelle l'unité a été mise à l'essai; critères

d'acceptation du fabricant; énoncé confirmant que les filtres à haute efficacité pour les particules de l'air ont fait l'objet d'essais par balayage (ou justification du recours à la mise à l'essai par sonde lorsque la mise à l'essai par balayage est impossible); pénétration de particules, exprimée selon un pourcentage de la concentration d'essai en amont; résultats de toute réparation ou nouvelle mise à l'essai de filtres à haute efficacité pour les particules de l'air; énoncé de réussite ou d'échec; numéro de modèle, numéro de série et date d'étalonnage de l'équipement utilisé dans le cadre des essais; et compétences de la personne qui a effectué les essais.

- e. L'entrepreneur doit fournir un certificat de mise à l'essai pour chaque appareil de protection respiratoire à épuration d'air motorisé mis à l'essai (un certificat résumant les résultats de tous les essais est acceptable). Ce certificat doit contenir les renseignements suivants : date de la mise à l'essai; modèle et numéro de série de l'appareil; norme selon laquelle l'appareil a été mis à l'essai; critères d'acceptation; numéro de série de l'appareil; énoncé de réussite ou d'échec; numéro de modèle, numéro de série et date d'étalonnage de l'équipement utilisé dans le cadre des essais; et nom de la personne qui a effectué les essais.

4.2 Produits livrables pour la tâche 3.2

L'entrepreneur doit présenter un rapport sur tous les travaux de réparation et d'entretien réalisés sur des filtres, des moteurs et des ventilateurs d'enceintes de sécurité biologique, de micro-isolateurs et d'autre équipement connexe. Un rapport doit être présenté pour chaque unité entretenue ou réparée. Le rapport doit contenir les renseignements suivants : date de l'entretien; modèle et numéro de série de l'unité (s'il y a lieu); raison de l'entretien; résumé de l'entretien; instruments utilisés dans le cadre de l'entretien (s'il y a lieu); modèle et numéro de toute pièce remplacée; et résumé des observations ou des recommandations découlant de l'entretien.

Produit livrable 4.1 : L'entrepreneur doit être en mesure d'organiser une visite des lieux dans le respect des délais suivants à la suite de la réception d'une demande du responsable technique : 5 jours ouvrables pour un entretien normal, 48 heures pour un entretien d'urgence. Des certificats de mise à l'essai pour tout l'équipement mis à l'essai, des certificats d'étalonnage pour l'équipement utilisé dans le cadre des essais et une copie de l'accréditation NSF actuelle du technicien en entretien et en réparation doivent être fournis dans les cinq jours ouvrables suivant la visite des lieux.

Produit livrable 4.2 : À la suite de la réception d'une demande de réparation du responsable technique, l'entrepreneur doit fournir un prix dans un délai de deux jours ouvrables. L'entrepreneur doit être en mesure d'organiser une visite des lieux dans le respect des délais suivants à la suite de la confirmation des services requis par le responsable technique : 15 jours ouvrables pour un entretien normal et 48 heures après la livraison des pièces et des filtres de rechange pour un entretien d'urgence. Un rapport d'entretien doit être présenté dans les cinq jours suivant la fin de l'entretien.

5. LANGUE DE TRAVAIL

Anglais

6. LIEU DE TRAVAIL

Les travaux doivent être réalisés aux endroits suivants :

Centre de recherche de Recherche et développement pour la défense Canada – Suffield
Base des Forces canadiennes Suffield, Ralston (Alberta)
TOJ 2N0
Canada

Red-Tech
213, promenade Saskatchewan Nord-Est, Redcliff (Alberta)
TOJ 2P0
Canada

OU

Autre endroit dans la région de Medicine Hat ou de Redcliff

7. DÉPLACEMENTS

L'entrepreneur doit se rendre aux endroits suivants pour effectuer les tâches suivantes :

Tâches : 3.1, 3.2

Lieu : Centre de recherche de Recherche et développement pour la défense Canada – Suffield

Adresse : Base des Forces canadiennes Suffield, Ralston (Alberta)

TOJ 2N0
Canada

Lieu : Red-Tech

Adresse : 213, promenade Saskatchewan Nord-Est, Redcliff (Alberta)

TOJ 2P0
Canada

OU

Autre endroit indiqué par le responsable technique dans la région de Medicine Hat ou de Redcliff

Durée : De 1 à 5 jours par visite

Fréquence : Selon la détermination du responsable technique, de 6 à 8 fois par année

L'établissement des coûts sera fondé sur un taux fixe pour les appels de service – Prix forfaitaire pour tous les frais de déplacement et le temps de déplacement à destination et en provenance du lieu de travail. Les frais de déplacement doivent être conformes aux lignes directrices sur les frais de déplacement et de subsistance du Conseil du Trésor.

8. RÉUNIONS

Non requises

9. BIENS FOURNIS PAR LE GOUVERNEMENT

Aucun

N° de l'invitation - Solicitation No.
W7702-165803/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W7702-165803

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-6-39010

Id de l'acheteur - Buyer ID
CAL138
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

10. ÉQUIPEMENT FOURNI PAR LE GOUVERNEMENT

Aucun

Un accès à de l'équipement sera accordé pour l'entretien. L'entrepreneur sera responsable de l'ensemble des outils et de l'équipement requis pour l'entretien.

11. CONSIDÉRATIONS PARTICULIÈRES

L'entrepreneur n'aura accès au lieu de travail que pendant les heures normales de travail, soit du lundi au vendredi de 8 h à 16 h 30.

L'entrepreneur, ses employés et ses sous-traitants doivent se conformer à tous les règlements du ministère de la Défense nationale et de Recherche et développement pour la défense Canada – Suffield en vigueur sur le lieu de travail, y compris l'ensemble des normes en matière d'environnement, de santé et de sécurité de même que celles en place pour préserver les biens du ministère de la Défense nationale et les protéger contre les pertes ou les dommages, quelles qu'en soient les causes, notamment un incendie.

N° de l'invitation - Solicitation No.
W7702-165803/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W7702-165803

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-6-39010

Id de l'acheteur - Buyer ID
CAL138
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Voir l'Annexe A – Liste d'équipement.

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

Les soumissionnaires DOIVENT présenter des prix ou des taux fermes tout compris couvrant la période initiale du contrat et toutes les périodes d'option pour tous les articles figurant dans les barèmes de prix suivants. Une fois remplie, la présente section sera considérée comme la soumission financière du soumissionnaire.

En cas d'erreur dans le prix calculé du soumissionnaire, le prix unitaire aura préséance et le prix calculé sera corrigé dans l'évaluation.

Les taux DOIVENT comprendre TOUS les coûts associés à la prestation des services, conformément à l'énoncé des travaux (Annexe A du présent document). Aucuns frais supplémentaires ne seront autorisés pour les déplacements. La taxe sur les produits et services, s'il y a lieu, n'est pas comprise et doit figurer séparément dans toute facture subséquente. Les paiements seront effectués conformément aux barèmes de prix suivants.

Barème de prix : Du date d'attribution du contrat au 31 mars 2019

A. Fournir un taux forfaitaire tout compris pour l'ensemble des déplacements, de la main-d'œuvre et de l'équipement nécessaires pour la mise à l'essai.

Renouveler l'accréditation (s'il y a lieu) de chaque unité, conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans l'énoncé des travaux.

B. Effectuer les tâches demandées au moyen d'autorisations de tâches.

	Type d'équipement ou de filtre et description	Commentaires	Unité	Quantité estimative – 1 par année	Prix unitaire
A	Enceinte de sécurité biologique de classe I		Chaque	5	
A	Enceinte de sécurité biologique de classe II		Chaque	32	
A	Enceinte de sécurité biologique de classe III		Chaque	1	
A	Micro-isolateur pour animaux		Chaque	9	
A	Banc stérile à écoulement laminaire horizontal		Chaque	5	
A	Filtre à haute efficacité pour les particules de l'air unique		Chaque	7	
A	Petit filtre de conduite à haute efficacité pour les particules de l'air	Nécessite l'utilisation d'équipement spécialisé pouvant générer un émeri d'une pression extrêmement faible (2 lb/po ²) pour mettre à	Chaque	6	

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W7702-165803/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W7702-165803

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-6-39010

Id de l'acheteur - Buyer ID
CAL138
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

		l'essai le filtre			
A	Appareil de protection respiratoire à épuration d'air motorisé	Nécessite l'utilisation d'équipement spécialisé pouvant générer un émeri d'une pression extrêmement faible (2 lb/po ²) pour mettre à l'essai le filtre	Chaque	12	
A	Batterie de 2 filtres (2 - 24 po × 24 po × 12 po)		Chaque	2	
A	Batterie de 4 filtres (2 - 24 po × 24 po × 12 po) (2 - 12 po × 24 po × 12 po)	Nécessite l'utilisation d'une échelle pour atteindre des boîtiers de filtres obstrués	Chaque	1	
A	Batterie de 8 filtres (8 - 24 po × 24 po × 12 po)	Nécessite deux personnes pour la mise à l'essai ainsi qu'une mise à l'essai à l'intérieur du boîtier de filtres	Chaque	1	
A	Batterie de 12 filtres (12 - 24 po × 24 po × 12 po)	Nécessite deux personnes pour la mise à l'essai ainsi qu'une mise à l'essai à l'intérieur du boîtier de filtres	Chaque	1	
A	Batterie de 16 filtres (16 - 24 po × 24 po × 12 po)		Chaque	1	
B	Matériel et pièces de rechange (sauf le matériel distribué gratuitement) – Prix de revient, ce qui comprend les prix facturés et les frais de transport, de recouvrement, de douane et de courtage, plus majoration en pourcentage, ce qui comprend les dépenses d'achat et les profits, à l'exclusion de la taxe de vente		Majoration		_____ %
B	Appels de service – Prix forfaitaire tout compris pour tous les frais de déplacement et le temps de déplacement (travail non productif) à destination et en provenance du lieu de travail, ce qui comprend les frais de kilométrage pendant les heures normales de travail		8 appels		_____ par appel
B	Travail productif au lieu de travail par un technicien en entretien et en réparation certifié NSF, taux de salaire pendant les heures normales de travail		20 heures par appel		_____ par heure
B	Travail productif au lieu de travail par un aide certifié NSF, taux de salaire pendant les heures normales de travail		20 heures par appel		_____ par heure

Barème de prix : Année d'option n° 1, du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

A. Fournir un taux forfaitaire tout compris pour l'ensemble des déplacements, de la main-d'œuvre et de l'équipement nécessaires pour la mise à l'essai.

Renouveler l'accréditation (s'il y a lieu) de chaque unité, conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans l'énoncé des travaux.

B. Effectuer les tâches demandées au moyen d'autorisations de tâches.

	Type d'équipement ou de filtre et description	Commentaires	Unité	Quantité estimative - 1 par année	Prix unitaire
A	Enceinte de sécurité biologique de classe I		Chaque	5	
A	Enceinte de sécurité biologique de classe II		Chaque	32	
A	Enceinte de sécurité biologique de classe III		Chaque	1	
A	Micro-isolateur pour animaux		Chaque	9	
A	Banc stérile à écoulement laminaire horizontal		Chaque	5	
A	Filtre à haute efficacité pour les particules de l'air unique		Chaque	7	
A	Petit filtre de conduite à haute efficacité pour les particules de l'air	Nécessite l'utilisation d'équipement spécialisé pouvant générer un émeri d'une pression extrêmement faible (2 lb/po ²) pour mettre à l'essai le filtre	Chaque	6	
A	Appareil de protection respiratoire à épuration d'air motorisé	Nécessite l'utilisation d'équipement spécialisé pouvant générer un émeri d'une pression extrêmement faible (2 lb/po ²) pour mettre à l'essai le filtre	Chaque	12	
A	Batterie de 2 filtres (2 - 24 po × 24 po × 12 po)		Chaque	2	
A	Batterie de 4 filtres (2 - 24 po × 24 po × 12 po) (2 - 12 po × 24 po × 12 po)	Nécessite l'utilisation d'une échelle pour atteindre des boîtiers de filtres obstrués	Chaque	1	
A	Batterie de 8 filtres (8 - 24 po × 24 po × 12 po)	Nécessite deux personnes pour la mise à l'essai ainsi qu'une mise à l'essai à l'intérieur du boîtier de	Chaque	1	

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W7702-165803/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W7702-165803

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-6-39010

Id de l'acheteur - Buyer ID
CAL138
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

		filtres			
A	Batterie de 12 filtres (12 - 24 po × 24 po × 12 po)	Nécessite deux personnes pour la mise à l'essai ainsi qu'une mise à l'essai à l'intérieur du boîtier de filtres	Chaque	1	
A	Batterie de 16 filtres (16 - 24 po × 24 po × 12 po)		Chaque	1	
B	Matériel et pièces de rechange (sauf le matériel distribué gratuitement) – Prix de revient, ce qui comprend les prix facturés et les frais de transport, de recouvrement, de douane et de courtage, plus majoration en pourcentage, ce qui comprend les dépenses d'achat et les profits, à l'exclusion de la taxe de vente			Majoration	_____ %
B	Appels de service – Prix forfaitaire tout compris pour tous les frais de déplacement et le temps de déplacement (travail non productif) à destination et en provenance du lieu de travail, ce qui comprend les frais de kilométrage pendant les heures normales de travail			8 appels	_____ par appel
B	Travail productif au lieu de travail par un technicien en entretien et en réparation certifié NSF, taux de salaire pendant les heures normales de travail			20 heures par appel	_____ par heure
B	Travail productif au lieu de travail par un aide certifié NSF, taux de salaire pendant les heures normales de travail			20 heures par appel	_____ par heure

Barème de prix : Année d'option n° 2, du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021

A. Fournir un taux forfaitaire tout compris pour l'ensemble des déplacements, de la main-d'œuvre et de l'équipement nécessaires pour la mise à l'essai.

Renouveler l'accréditation (s'il y a lieu) de chaque unité, conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans l'énoncé des travaux.

B. Effectuer les tâches demandées au moyen d'autorisations de tâches.

	Type d'équipement ou de filtre et description	Commentaires	Unité	Quantité estimative ¹ par année	Prix unitaire
A	Enceinte de sécurité biologique de classe I		Chaque	5	
A	Enceinte de sécurité biologique de classe II		Chaque	32	
A	Enceinte de sécurité biologique de classe III		Chaque	1	
A	Micro-isolateur pour animaux		Chaque	9	

N° de l'invitation - Solicitation No.
W7702-165803/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W7702-165803

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-6-39010

Id de l'acheteur - Buyer ID
CAL138
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

A	Banc stérile à écoulement laminaire horizontal		Chaque	5	
A	Filtre à haute efficacité pour les particules de l'air unique		Chaque	7	
A	Petit filtre de conduite à haute efficacité pour les particules de l'air	Nécessite l'utilisation d'équipement spécialisé pouvant générer un émeri d'une pression extrêmement faible (2 lb/po ²) pour mettre à l'essai le filtre	Chaque	6	
A	Appareil de protection respiratoire à épuration d'air motorisé	Nécessite l'utilisation d'équipement spécialisé pouvant générer un émeri d'une pression extrêmement faible (2 lb/po ²) pour mettre à l'essai le filtre	Chaque	12	
A	Batterie de 2 filtres (2 - 24 po × 24 po × 12 po)		Chaque	2	
A	Batterie de 4 filtres (2 - 24 po × 24 po × 12 po) (2 - 12 po × 24 po × 12 po)	Nécessite l'utilisation d'une échelle pour atteindre des boîtiers de filtres obstrués	Chaque	1	
A	Batterie de 8 filtres (8 - 24 po × 24 po × 12 po)	Nécessite deux personnes pour la mise à l'essai ainsi qu'une mise à l'essai à l'intérieur du boîtier de filtres	Chaque	1	
A	Batterie de 12 filtres (12 - 24 po × 24 po × 12 po)	Nécessite deux personnes pour la mise à l'essai ainsi qu'une mise à l'essai à l'intérieur du boîtier de filtres	Chaque	1	
A	Batterie de 16 filtres (16 - 24 po × 24 po × 12 po)		Chaque	1	
B	Matériel et pièces de rechange (sauf le matériel distribué gratuitement) – Prix de revient, ce qui comprend les prix facturés et les frais de transport, de recouvrement, de douane et de courtage, plus majoration en pourcentage, ce qui comprend les dépenses d'achat et les profits, à l'exclusion de la taxe de vente			Majoration	_____ %
B	Appels de service – Prix forfaitaire tout compris pour tous les frais de déplacement et le temps de déplacement (travail non productif) à destination et en provenance du lieu de travail, ce qui comprend les frais de kilométrage pendant les heures normales de travail			8 appels	_____ par appel
B	Travail productif au lieu de travail par un technicien en entretien et en réparation certifié NSF, taux de salaire pendant les heures normales de travail			20 heures par appel	_____ par heure
B	Travail productif au lieu de travail par un aide certifié NSF, taux de salaire pendant les heures normales de travail			20 heures par appel	_____ par heure

N° de l'invitation - Solicitation No.
W7702-165803/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W7702-165803

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-6-39010

Id de l'acheteur - Buyer ID
CAL138
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

(insérer s'il y a lieu)

ANNEXE « D »

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W7702-165803/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W7702-165803

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
CAL-6-39010

Id de l'acheteur - Buyer ID
CAL138
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « E »

FORMULAIRE MDN 626 AUTORISATION DE TÂCHES

(insérer s'il y a lieu)

Voir l'Annexe A – Liste d'équipement

Description	Emplacement	Section	Fabricant	Modèle	Numéro de série	E #	Commentaires	Année d'achat	Date d'homologation
Filtres d'alimentation HEPA BSL-3	B1, pièce 110	RP	CamFil Farr	M/P 1-1 2x2	65059-152 94-06		Ensemble de 4 filtre : 2-24 po sur 24 po sur 11,5 po; 2- 12 po sur 24 po sur 11,5 po	Filtres 2005	2014-nov.-19
Filtres d'échappement HEPA BSL-3, 99,99 %	B1, pièce 205	RP					Ensemble de 12 filtres : 24 po sur 24 po sur 24 po; essai nécessitant 2 pers.	Filtres 2014	2014-nov.-18
Filtres d'échappement HEPA BSL-3, 99,999 %	B1, pièce 205	RP					Ensemble de 8 filtres : 24 po sur 24 po sur 24 po; essai nécessitant 2 pers.	Filtres 2006	2014-nov.-18
HEPA BSL-3 de conduit de CO2	B1, pièce 108	RP	Pall Emflon MDA4463G	MCY4463PF BIH4			Cart. de filtre en ligne dans son logement		2014-nov.-19
HEPA BSL-3 de conduit de CO2	B1, pièce 207	RP	Pall Emflon MDA4463G	MCY4463PF BIH4			Cart. de filtre en ligne dans son logement		2014-nov.-19
HEPA BSL-3 d'évent d'égoût	B1, pièce 205	RP	Filter Factory	9FP-A-Y2-DS OS	1001748-001		Filtre simple : 8 po sur 8 po sur 6 po	Filtre 2012	2014-nov.-19
HEPA BSL-3 d'évent d'égoût	B1, pièce 200A	RP	Pall	CFP92SP (?) ou CFF925P (?)			Filtre à cartouche	Filtre 2011	2014-nov.-19
Disp. de micro-isolement d'animal BSL-3	B1, pièce 105	BTDS	Lab Products	59015HD et 59015	86170-9554 et 78310-9404		Filtres d'alimentation et d'échappement	1998 (?)	2014-nov.-19
Disp. de micro-isolement d'animal BSL-3	B1, pièce 105	BTDS	Lab Products	59015HD et 59015NHD	M179890-9921 et M180990-9910		Filtres d'alimentation et d'échappement	1998 (?)	2014-nov.-19
Disp. de micro-isolement d'animal BSL-3	B1, pièce 206A	BTDS	Thoren Caging	9-63-9-7-1-4-5WMSP	DRDC 206A-C1		Filtres d'alimentation et d'échappement	2013	2014-nov.-19
ESB BSL-3 de classe I	B1, pièce 105	BTDS	Nu-Aire	Nu-813-300	84154AGU	E26141		1998 (?)	2014-nov.-19
ESB de classe II et de type A2	B1, pièce 106	BTDS	Thermo	1387	113314-2799		Alarme de châssis réglée en nov. 2014	2012	2015-janv.-26
ESB BSL-3 de classe II et de type B2	B1, pièce 106	BTDS	Forma	1148	14441-192	E21523		1992	2014-nov.-19
ESB BSL-3 de classe II et de type A2	B1, pièce 206	BTDS	Nuaire	Nu-475-500	1594191009 13_	E1732		2013	2014-nov.-19
ESB BSL-3 de classe II et de type A1	B1, pièce 206A	BTDS	Nuaire	Nu-475-500	1594201009 13_	E1733		2013	2014-nov.-19

APREAM HEPA BSL 3	B1, pièce 110	BTDS	3M	GVP 445	81380	N/D	Éprouver le filtre installé		2014-déc.-15
APREAM HEPA BSL 3	B1, pièce 110	BTDS	3M	GVP 445	81149	N/D	Éprouver le filtre installé		2014-déc.-15
APREAM HEPA BSL 3	B1, pièce 110	BTDS	3M	GVP 445	81193	N/D	Éprouver le filtre installé		2014-nov.-19
APREAM HEPA BSL 3	B1, pièce 110	BTDS	3M	GVP 445	81294	N/D	Éprouver le filtre installé		2014-déc.-15
APREAM HEPA BSL 3	B1, pièce 110	BTDS	3M	GVP 445	81147	N/D	Éprouver le filtre installé		2014-nov.-19
APREAM HEPA BSL 3	B1, pièce 110	BTDS	3M	GVP 445	43151	N/D	Éprouver le filtre installé		2014-déc.-15
APREAM HEPA BSL 3	B1, pièce 110	BTDS	3M	GVP 445	Aucun; VIEUX (!)	N/D	Éprouver le filtre installé		2014-nov.-19
APREAM HEPA BSL 3	B1, pièce 110	BTDS	3M	GVP 445	Aucun; VIEUX 2	N/D	Éprouver le filtre installé		2014-déc.-15
APREAM HEPA BSL 3	B1, pièce 110	BTDS	3M	GVP 445	106319	N/D	Éprouver le filtre installé		2014-nov.-19
APREAM HEPA BSL 3	B1, pièce 110	BTDS	3M	GVP 445	106658	N/D	Éprouver le filtre installé		2014-nov.-19
APREAM HEPA BSL 3	B1, pièce 110	BTDS	3M	GVP 445	106652	N/D	Éprouver le filtre installé		2014-nov.-19
APREAM HEPA BSL 3	B1, pièce 110	BTDS	3M	GVP 445	66460	N/D	Éprouver le filtre installé		2014-nov.-19
ESB de classe II et de type A2	B1, pièce 103	BTDS	Thermo	1387	17532-1364	E29886		2009	2015-août-10
ESB de classe II et de type A2	B1, pièce 108	CBAPS	Thermo	1377	103277-857	E1737		2013	2015-janv.-26
ESB de classe II et de type A2	B1, pièce 112A	BTDS	Thermo	1387	149400-3154		Point de réglage d'alarme d'admission modifié en août 2015	2015	2015-mai-12
Disp. de micro-isolement d'animal	B1, pièce 114	BTDS	Thoren Caging			E25133	Filtres d'alimentation et d'échappement	2000 (?)	2015-août-10
Support de cage à écou. laminaire	B1, pièce 114	BTDS	Nu-Aire	NU-124-600	15079	E14580	Prix d'un disp. de micro-isolement d'animal		2015-août-10
ESB de classe II et de type A/B3	B1, pièce 114A	BTDS	Thermo	1186	16841-1129		Filtres motorisés/HEPA remplacés en janv. 2015	1998	2015-janv.-26
ESB de classe II et de type A2	B1, pièce 115	BTDS	Thermo	1286	102376-2543	E29398	Filtres motorisés/HEPA remplacés en nov. 2014	2005	2014-nov.-14
Disp. de micro-isolement d'animal	B1, pièce 115A	BTDS	Lab Products	59015N et 59015	81680-9243 et M076170-9420		Nouveaux filtres d'alimentation et d'échappement, janv. 2015	1998 (?)	2015-janv.-26
ESB de classe II et de type A2	B1, pièce 129	BTDS	ESCO	LA2-4A2	2009-43796	E1126		2010	2015-août-10
Disp. de micro-isolement d'animal	B1, pièce 200A	BTDS	Thoren Caging	9-63-9-7-1-4-5MW	AC200A	E29766	Filtres d'alimentation et d'échappement	2007	2015-août-11

ESB de classe II et de type A2	B1, pièce 203	BTDS	Thermo	1375	115324-732			2012	2015-fév.-25
ESB de classe II et de type A1	B1, pièce 203	BTDS	Forma	1100	14927-1032	E889		1994	2015-août-11
ESB de classe II et de type A1	B1, pièce 207	BTDS	Forma	1110	13811-273	E21125		1992	2015-août-11
ESB de classe II et de type A1	B1, pièce 209	BTDS	Forma	1110	13811-271	E21124		1992	2015-août-11
ESB de classe I	B1, pièce 209	BTDS	Design Filtration	EXT-06-C	32467-121	E29467			2015-août-11
ESB de classe II et de type A2	B1, pièce 223	BTDS	Thermo	1387	112551-2763			2012	2015-fév.-25
ESB BSL-3 de classe II et de type A2	B1, pièce 225W	CBAP S	ESCO	LR2 6S2	2010-50179		Faisceau de câbles remplacé en mai 2015	2011	2015-mai-12
ESB de classe I	B1, pièce 301	BTDS	Nu-Aire	NU-813-400	1.2857E+10	E27224		2002 (?)	2015-août-12
ESB de classe II et de type B2	B1, pièce 403	BTDS	Labconco	3621404	41128498	E28908	Alarme de châssis réglée en août 2015	2004	2015-août-12
Banc stérile horiz. à écou. laminaire	B1, pièce 407	CBAP S	Microzone	H4-MW-99T	804-2929	E26633		Avant 2008	2015-août-12
ESB de classe II et de type A2	B1, pièce 415	BTDS	Thermo	1387	153990-789	E29795		2005 (?)	2015-août-12
ESB de classe II et de type 2A	B10, pièce 11	CMS	ESCO	LR2-4S2	2010-44727			2011	2015-fév.-26
ESB de classe II et de type B2	B10, pièce 17	CMS	Baker	4-TX	53283	E24095		1995	2014-nov.-04
ESB de classe II et de type A2	B10, pièce 17	CMS	Thermo	1448	103614-6	E29527		2006	2014-nov.-04
Banc stérile horiz. à écou. laminaire	B10, pièce 17	CMS	Canadian Cabinets	H4-MW-917	8203	E3950/24	Nouveau HEPA, sept. 2013; nouveau préfiltre de 12 po sur 24 po sur 2 po, nov. 2014	Vieux (!)	2014-nov.-04
ESB de classe I	B10, pièce 32	CMS	Labconco	394000	70367826		Nouveau filtre HEPA, 2014; nécessite un rempl. fréquent en charbon		2014 nov.-19
Banc stérile horiz. à écou. laminaire	B10, pièce 45	CMS	ESCO	ASH-3B2	2007-25059		Préfiltres : deux de 16 po sur 20 pi sur 1 po	2008	2014-nov.-04
ESB de classe II et de type A2	B10, pièce 45	CMS	Labconco	3800001	050233371G	E29210	Pas NSF 49 - ouverture de châssis de 12 po		2014-nov.-04
ESB de classe II et de type A1	B10, pièce 27	CMS	Baker	B60-112	52262			Années 1990 (?)	2015-fév.-26
Disp. de micro-isolement d'animal	B10, pièce 27	CMS	Thoren Caging	9408147TM	DRDC 206A-C1			1998	2015-fév.-26
Filtres HEPA de retour d'air	B10, apprentis	RP	Filtration Group	50584	Voir les résultats d'essai		Ensemble de 16 filtres : 24 po sur 24 po sur 12 po		2014-nov.-04

Disp. de micro-isolement d'animal	B19	CMS	Techniplast SPA	98V424P	1100947	Filtres à charbon uniquement; aucune méthode d'essai norm. disp.		2014-nov.-04
Banc stérile horiz. à écou. laminaire	B148 (tube d'air)	CMS	Labconco	3612500	110237413P			2014-nov.-19
ESB de classe II et de type A2	B600, pièce 135	CTTC	Thermo	1286	102476-2625			2014-nov.-04
ESB de classe II et de type A2	B600, pièce 135	CTTC	Thermo	1286	102475-2619			2014-nov.-04
Banc stérile d'enceinte de PCR	B601, vestibule	BTDS	Labconco	3970302	060656494B	Prix d'un banc stérile d'écoul. laminaire		2015-fév.-25
ESB de classe II et de type A2	B601, lab.	BTDS	Forma Thermo	1387	130980-119		2005 (?)	2015-fév.-25
ESB de classe II et de type A/B3	B601, lab.	BTDS	Baker	SG603	75725		2005 (?)	2015-fév.-25
Filtre HEPA d'alimentation	B601, pièce méc.	RP			SF1-MOD		2003 (?)	N/D
Filtre HEPA d'échappement	B601, pièce méc.	RP			EF1-MOD	2 filtres en série	2003 (?)	N/D
HEPA d'évent de plomberie	B601, pièce méc.	RP			EF2-MOD		2003 (?)	N/D
Filtres HEPA d'échappement	B603, pièce méc.	RP	CamFil Farr	5210170, 99,97 %		2 – 24 po sur 24 po sur 11,5 po		N/D
Filtres HEPA d'échappement	B603, pièce méc.	RP	CamFil Farr	5210467, 99,97 %		2 – 24 po sur 24 po sur 11,5 po		N/D
Filtre HEPA d'alimentation	Pièce de bioaérosol	RP			42516118 (filtre)	24 po x 24 po x 12 po		2015-mai-13
Filtre HEPA d'échappement	Pièce de bioaérosol	RP			42590868 (filtre)	24 po sur 24 po sur 12 po		2015-mai-13
ESB de classe II et de type A2	Red-Tec	CMS	ESCO	LR2 4S2	2011-55497	Situé à l'extérieur du site	2012	2014-nov.-04
ESB de classe II et de type A2	Red-Tec	CMS	ESCO	LR2 4S2	2011-55492	Situé à l'extérieur du site	2012	2014-nov.-04
ESB de classe II et de type B2	B9, entreposage		Baker		75779	Pas installé	2005 (?)	N/D
ESB de classe III	B9, entreposage (?)		Baker		75787	Pas installé		N/D

TASK AUTHORIZATION
AUTORISATION DES TÂCHES

All invoices/progress claims must show the reference Contract and Task numbers. Toutes les factures doivent indiquer les numéros du contrat et de la tâche.		Contract no. - N° du contrat
		Task no. - N° de la tâche
Amendment no. - N° de la modification	Increase/Decrease - Augmentation/Réduction	Previous value - Valeur précédente
To - À	TO THE CONTRACTOR You are requested to supply the following services in accordance with the terms of the above reference contract. Only services included in the contract shall be supplied against this task. Please advise the undersigned if the completion date cannot be met. Invoices/progress claims shall be prepared in accordance with the instructions set out in the contract.	
Delivery location - Expédié à	À L'ENTREPRENEUR Vous êtes prié de fournir les services suivants en conformité des termes du contrat mentionné ci-dessus. Seuls les services mentionnés dans le contrat doivent être fournis à l'appui de cette demande. Prière d'aviser le signataire si la livraison ne peut se faire dans les délais prescrits. Les factures doivent être établies selon les instructions énoncées dans le contrat.	
Delivery/Completion date - Date de livraison/d'achèvement	Date	for the Department of National Defence pour le ministère de la Défense nationale
Contract item no. N° d'article du contrat	Services	Cost Prix
		GST/HST TPS/TVH
		Total
<p>APPLICABLE ONLY TO PWGSC CONTRACTS: The Contract Authority signature is required when the total value of the DND 826 exceeds the threshold specified in the contract.</p> <p>NE S'APPLIQUE QU'AUX CONTRATS DE TPSCG : La signature de l'autorité contractante est requise lorsque la valeur totale du formulaire DND 826 est supérieure au seuil précisé dans le contrat.</p>		
for the Department of Public Works and Government Services pour le ministère des Travaux publics et services gouvernementaux		



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

MAR 18 2016

Contract Number / Numéro du contrat

W7702-165803

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction DND Defence R&D Canada, Suffield Research Centre	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Maintenance services, on site access required		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées? <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques? <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c) <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé. <input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui		
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit? <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W7702-165803

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?
If Yes, indicate the level of sensitivity.
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité.

☒ No ☐ Yes
Non Oui

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel
Document Number / Numéro du document

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS			

Special comments:
Commentaires spéciaux

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.
REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

☒ No ☐ Yes
Non Oui
☐ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

Canada



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W7702-165803

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTRICTIONNÉE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien Électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).